



## UNE AFFICHE POUR LA REVOLUTION D'OCTOBRE 1917

*La revue communiste italienne « La Rinascita » a ouvert un concours pour une affiche symbolisant « 50 années de la révolution d'octobre 1917 ». Voici notre maquette:*



« Après de brillantes expériences agricoles d'un demi-siècle de durée, l'URSS survit grâce au blé... canadien tandis qu'à l'horizon brille la sourire new-yorkais de Svetlana Staline ».

# MOUVEMENT EUROPEEN

## PRESIDENTS D'HONNEUR

KONRAD ADENAUER, JEAN MONNET, HAROLD MACMILLAN, PAUL-HENRI SPAAK.

## MEMBRES DU BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL DU MOUVEMENT EUROPEEN:

Maurice FAURE, Président; Sir Edward BEDDINGTON-BEHRENS, Vice-Président; Dr. Enzo DALLA CHIESA, Baron F. C. von OPPENHEIM, Pierre WIGNY, Baron BOEL, Robert van SCHENDEL, André ALERS, Paul de AUER, Georges BOHY, Henry CRAVATTE, Etienne HIRSCH, John HYND, Livio LABOR, Rodolfo LLOPIS, René MAYER, J. H. C. MOLENAAR, André MORICE, Franco NOBILI, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, The Rev. Hon. DUNCAN SANDYS, André VOISIN, Th. E. WESTERTERP, Terje WOLD, Alois ZIMMZE.

## MEMBRES SUPPLEANTS

Jean BARETH (supp. de M. CRAVATTE), Henri GIRONELLA (supp. de M. PHILIP), Joseph SANS (supp. de M. MAYER), Jean SEITLINGER (supp. de M. WIGNY).

## ORGANISATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES ADHERANT AU MOUVEMENT EUROPEEN

CONSEIL ALLEMAND, CONSEIL AUTRICHIEN, CONSEIL BELGE, CONSEIL BRITANNIQUE, CONSEIL DANOIS, CONSEIL FEDERAL ESPAGNOL, CONSEIL FRANÇAIS, CONSEIL GREC, CONSEIL IRLANDAIS, CONSEIL ITALIEN, CONSEIL LUXEMBOURGEOIS, CONSEIL NEERLANDAIS, CONSEIL NORVEGIEN, CONSEIL SUEDOIS, CONSEIL SUISSE, CONSEIL TURC, ASSOCIATION EUROPEENNE DES ENSEIGNANTS (A.E.D.E.) CENTRE D'ACTION EUROPEENNE FEDERALISTE, (A.E.F.), CONSEIL DES COMMUNES D'EUROPE (C.C.E.), CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN, LINGUE EUROPEENNE DE COOPERATION ECONOMIQUE (L.E.C.E.), MOUVEMENT FEDERALISTE EUROPEEN, MOUVEMENT GAUCHE EUROPEENNE, MOUVEMENT LIBERAL POUR L'EUROPE UNIE, UNION EUROPEENNE DES DEMOCRATES-CHRETIENS, UNION DES RESISTANTS POUR UNE EUROPE UNIE.

## ORGANISATIONS ASSOCIEES AU MOUVEMENT EUROPEEN

ORGANISATION EUROPEENNE DE LA CONFEDERATION INTERNATIONALE DES SYNDICATS CHRETIENS (C.I.S.C.), SECRETARIAT SYNDICAL EUROPEEN (C.I.S.L.).

## COMMISSION D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Etienne de la VALLEE POUSSIN (Belgique), Pierre ABELIN (France), Sir Edward BEDDINGTON BEHRENS (Gde Bret.), Prof. G. CASSIMATIS (Grèce), Avv. Michele CIFARELLI (Italie), Sir Geoffrey de FREITAS (Gde Bret.), Edmond GISCARD d'ESTAING (France), Dr. K. J. HAHN (Pays-Bas), Prof. Gunnar Edward HECKSCHER (Suède), Frau Dr. Elinor HUBERT (Allemagne), Lord St. OSWALD (Gde Bret.), Paul de AUER (Hongrie), Vilem BERNARD (Tchécoslov.), Georges DIMITROV (Bulgarie), Dr. Constantin DRAGAN (Roumanie), Vane IVANOVIC (Yougoslavie), Count Edward RACZYNSKI (Pologne), Ion RATIU (Roumanie), Paul REYNHARDS (Lettonie), Pavel TIGRID (Tchécoslov.), A. TORMA (Estonie), V. VANGUELOV (Bulgarie), M. T. ZAVALANI (Albanie).

### Secrétaires:

Premier Secrétaire Général Honorable: John POMIAN (Pologne), Secrétaire Exécutif: Thomas PHILIPPOVICH (Hongrie).

# LA ROUMANIE ET LA CRISE DU MOYEN ORIENT

*La thèse roumaine à propos de la solution du conflit  
est en opposition complète avec celle du Kremlin*

Au cours de la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, le 23 juin dernier, le premier ministre roumain, M. Ion Gheorghe Maurer, a exposé le point de vue de son gouvernement à propos de la crise du Moyen Orient.

Disons tout de suite que la prise de position roumaine est entièrement différente de celle des Russes et que la Roumanie représente, sur le plan international, à l'heure actuelle, l'unique opposition valide au Kremlin parmi les pays soi-disant « satellites ».

C'est là la continuation d'une politique d'indépendance entamée en novembre 1958 par Gheorghe Gheorghiu Dej, qui se révolta ouvertement contre les méthodes néo-colonialistes du COMECON pour entreprendre une politique d'industrialisation du Pays sur des bases nationalistes.

A la libération sur le plan économique a succédé la libération politique.

Et, aujourd'hui, la crise du Moyen Orient a offert une nouvelle occasion au gouvernement de Bucarest de manifester son autonomie.

Le Premier ministre roumain a dit, entre autre :

« Est-ce que les conflits qui confrontent les Etats du proche orient ne pourraient pas être résolus par les moyens dont dispose l'humanité contemporaine? Est-ce que les instruments politiques, les normes du droit international et les procédés inscrits dans la charte des Nations Unies ne suffisent pas pour contribuer au règlement de ces problèmes? »

Le gouvernement roumain, exprimant sa confiance dans la capacité des peuples de résoudre des problèmes si compliqués soient-ils et d'imprimer aux événements un cours rationnel, s'est prononcé et continue à se prononcer en faveur d'un examen qui, en



**M. Ion Gheorghe Maurer,  
Président du Conseil roumain**

observant les intérêts fondamentaux de tous les Etats de cette région, aboutisse, par voie pacifique, à une réglementation viable.

L'évolution des rapports entre les Etats du proche orient au cours des vingt dernières années prouve qu'à chaque étape de ces rapports, les différends intervenus, loin d'être solutionnés, ont été amplifiés et aggravés, ce qui a conduit à une accumulation continue de difficultés. La délégation roumaine estime qu'il est grand temps que ce processus soit arrêté. Il est né-

cessaire que les rapports entre Etats évoluent vers le relâchement progressif de la tension, vers la création d'un climat propice aux solutions équitables et constructives qui respectent les droits des Etats à l'existence indépendante, à des conditions de sécurité et leur permettent de concentrer leurs efforts sur le progrès économique et social. Tous les pays sont appelés à contribuer à la réalisation de cette nouvelle orientation, en évitant tout acte susceptible d'aggraver la situation, d'engendrer des difficultés ou de conduire de nouveau à des conflits dangereux pour la paix et la sécurité internationale. Le respect rigoureux du cessez le feu constitue la condition essentielle de cette orientation.

Nous estimons que l'utilisation exclusive des moyens pacifiques constitue le premier élément qui rend possible l'adoption de solutions rationnelles et durables des problèmes litigieux du proche orient ».

A propos de la « non immixtion » étrangère des grandes Puissances dans les affaires des peuples du Moyen Orient, la déclaration roumaine est assez claire :

« Nous considérons qu'il ne faut pas sous-estimer la capacité des pays petits et moyens, tels que ceux du proche orient, de promouvoir les normes de la coexistence pacifique, de concilier progressivement leurs intérêts fondamentaux et de cultiver le respect réciproque de la personnalité et de la culture de chacun d'entre eux.

Au lieu de favoriser ce processus, les puissances colonialistes ont employé, au long de toute une période historique, le procédé de l'immixtion dans les affaires intérieures en vue de l'accomplissement des diverses formes de domination et d'influence.

Ces pratiques persistent encore, portant préjudice aux intérêts des peuples de diverses régions du monde, créant des centres de tension et entretenant des conflits et des guerres locales. L'immixtion dans les affaires intérieures empêche le processus du développement naturel des peuples et l'exercice de leur droit inaliénable de décider de leur propre sort.

Dans quelque endroit du monde qu'elle soit pratiquée, l'immixtion devient une source de menace à la paix et envenime les rapports entre tous les Etats. La situation au Vietnam illustre de façon éloquente le danger que l'intervention et l'agression armée créent pour la paix du monde, parallèlement à la violation de la légalité internationale. La Roumanie soutient fermement le droit du peuple vietnamien à disposer librement de son propre sort. La cessation de l'agression contre ce peuple aurait des conséquences salutaires pour toute la vie internationale, de même que son maintien et son escalade stimulent les actions agressives dans d'autres parties du monde.

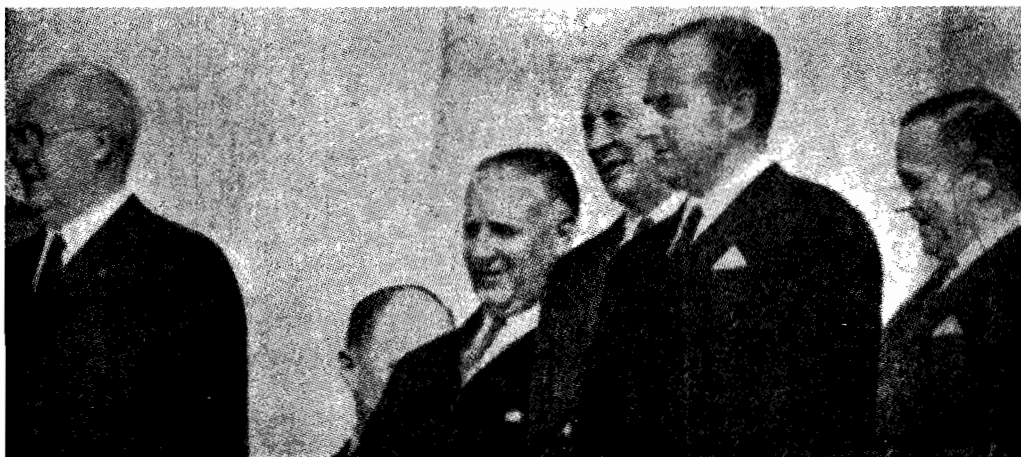
Le respect de l'indépendance et de la souveraineté des Etats est une exigence fondamentale pour l'élaboration et l'adoption de toute solution. Le processus historique contemporain, qui a abouti à la formation de dizaines d'Etats nouveaux, indépendants, a mis en relief particulièrement le principe du développement indépendant de ces Etats, conformément à leurs aspirations légitimes à l'affirmation nationale et au progrès.

Et, pour conclure, M. Ion Gheorghe Maurer fait cette déclaration de principe, qui est une évidente allusion aux intérêts de son propre Pays et à la lutte qu'il mène pour son indépendance :

« Ce n'est que dans les conditions du respect de l'indépendance et de la souveraineté, de la non-immixtion dans les affaires d'un autre Etat, de l'égalité en droits et de la réciprocité des avantages que les Etats peuvent trouver le climat leur permettant une totale et fructueuse consécration des énergies à l'élévation de leurs sociétés à des échelons de développement de plus en plus élevés ».

Commentant l'attitude roumaine à l'ONU, le correspondant à Bucarest du quotidien italien « Il Corriere della Sera », remarque : «...on dirait presque que la Roumanie attendait le premier prétexte international pour se détacher à grand fracas de la politique étrangère soviétique... ».

## LE X<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DES TRAITÉS DE ROME



Le Président de la République Italienne Giuseppe Saragat, le Premier Ministre du Luxembourg, M. Werner, le Chancelier Kiesinger, le Premier Ministre de Belgique, M. Van Den Boeynants et le Premier Ministre de Hollande, M. de Jong, au balcon du Palais du Sénat, au Capitole.

### Le vieux rêve de M. Amintore Fanfani

M. Amintore Fanfani, ministre italien des affaires étrangères est un européiste convaincu, mais qui n'a pas cessé pour autant d'aimer son Pays et d'œuvrer pour son prestige. Il nourrissait depuis des années un vieux rêve: un « sommet » européen en Italie. Indépendamment, du reste, des questions de prestige politique, il faut convenir que Rome et le Capitole, berceau d'une civilisation qui devait illuminer une Europe encore barbare, sont un cadre dont la suggestion ne peut manquer de donner à une rencontre politique un lustre inégalable. Les journées romaines qui ont réuni à Rome les 29,30 et 31 mai les Présidents des Républiques italienne et française, le chancelier Kiesinger et les ministres et délégations de Belgique, Allemagne Fédérale, France, Italie, Luxembourg et Hollande ont été caractérisées par un faste et une cordialité bien dignes de la solennité de la rencontre qui devait comprendre, outre la cérémonie commémorative de la signature du Traité de Rome, des entretiens politiques comportant trois sujets principaux: candidature de la Grande Bretagne, fusion des exécutifs de la Communauté européenne et nomination du successeur de M. Walter Hallstein et perspectives d'une relance des négociations suspendues en avril 1962, en vue de la création d'une union politique.

M. Fanfani avait invité le président de Gaulle, en décembre dernier, à assister aux cérémonies de commémoration de la signature des Traités: en bon politique il n'ignorait pas que la présence d'un chef d'Etat qui passe pour ne pas être aisément malléable ni particulièrement favorable aux initiatives d'autrui et qui, de surcroît, est accusé par beaucoup d'entraver les entreprises communautaires, ne manquerait pas de redonner confiance aux pusillanimes. En fait, si la rencontre au sommet des derniers jours de mai n'a pas donné de résultats spectaculaires — que l'on n'attendait du reste pas — si l'on ne peut la comparer au point de vue pratique à l'importance de la relance de Messine, elle n'en a pas moins renouvelé des contacts et précisé les problèmes à affronter.

### La Grande Bretagne et le Marché Commun

En ce qui concerne le premier point en discussion: la participation de la Grande Bretagne au Marché Commun, l'attitude française a été en tous points conforme à ce qu'avait annoncé la dernière conférence de presse du général de Gaulle et aucune décision n'a été prise sur l'ouverture des négociations. Ceci n'a surpris personne puisque des rencontres avaient été prévues à Paris entre le général de Gaulle et M. Harold Wilson dans les premiers jours de juin.



**M. Amintore Fanfani, Ministre des affaires étrangères italien qui a organisé la rencontre au sommet de Rome.**

*« Nos ministres des Affaires étrangères, déclara le général de Gaulle, doivent examiner ensemble, à Bruxelles, avec tout le temps nécessaire, les conséquences de l'adhésion de la Grande-Bretagne, dans le cas où nous l'envisagerions favorablement, et les conditions à mettre à l'ouverture de négociations selon l'article 237 du Traité de Rome ».*

\* \* \*

Quant à la fusion des Exécutifs, la date en a été fixée au premier juillet, mais le successeur de M. Walter Hallstein ne fut pas désigné officiellement.

Le troisième point, évidemment le plus délicat et complexe, a entraîné des discussions assez vives. Il portait sur la nature des institutions politiques et sur l'éventuelle participation de la Grande Bretagne à des consultations politiques régulières organisées à l'échelon des ministres des affaires étrangères. On se tira de la difficulté en décidant qu'une nouvelle conférence au sommet se réunira avant la fin de l'année pour discuter de ce problème après que le général de Gaulle eût déclaré :

*« Pourquoi préjuger des questions d'avance? Il faut voir s'il y a entre nous des sujets d'intérêts communs, par exemple la question allemande dont nous n'avons jamais discuté à six. Nous sommes réunis au sommet, nous ne nous en portons pas plus mal. Alors réunissons-nous à nouveau. C'est ce qui paraît être le plus nécessaire. Donnons une suite à cette conférence ».*

## Les délégations et les personnalités



**M. Aldo Moro**

L'un des premiers arrivés à Rome fut le Président démissionnaire de la CEE Walter Hallstein, suivi de MM. Van Den Boeynants, premier ministre belge, Ranard et Van Esland, ministres belges des affaires étrangères, Joseph Luns, ministre hollandais des affaires étrangères, Pierre Werner premier ministre du Luxembourg, De Jong, premier ministre de Hollande, Willy Brandt, ministre allemand des affaires étrangères, Pompidou et Couve de Murville, pour la France, le chancelier Kiesinger et enfin, le dernier des arrivés mais non le moindre, le Président de Gaulle accueilli à l'aéroport par le Président Giuseppe Saragat.

Parmi les personnalités qui ont en outre assisté aux cérémonies et aux débats, on remarquait les « pères » de l'Europe MM. Gaetano Martino, Maurice Faure, Christian Paul Pineau. M. Jean Monnet n'était pas là, hélas, pour une raison bien regrettable: l'invitation, par suite d'un retard postal, ne lui était pas parvenue en temps utile. Mais pour lui comme pour tous ceux qui ont efficacement collaboré à la cause européenne, M. Amintore Fanfani avait fait graver une médaille à son nom.

## Le discours de M. Giuseppe Saragat

*« Les dix années passées, a-t-il dit, sont sans aucun doute les plus importantes et les plus durables de la vie de notre continent depuis la fin de la seconde guerre mondiale. C'est dans la Résistance, a dit encore M. Saragat, que l'idée européenne a fleuri, et l'unification des pays européens sur des bases démocratiques est revenue fréquemment dans les journaux de la clandestinité. La libération une fois survenue, les tendan-*

ces vers l'unité européenne se sont encore renforcées ».

Après avoir évoqué l'échec de la C.E.D., de la constitution de l'Union européenne occidentale, M. Saragat a parlé de la conférence de Messine, « acte de foi dans l'Europe et dans le bon sens des Européens ».

### Un « miracle »

« Le bilan des dix premières années de vie de la Communauté économique européenne, a poursuivi le président de la République italienne, a largement dépassé les prévisions les plus optimistes. On peut utiliser le mot de « miracle ». Cette expansion a annulé les traces du passé guerrier, elle a permis de surmonter, l'un après l'autre, de durs obstacles et a rendu à l'Europe une nouvelle confiance en elle-même.

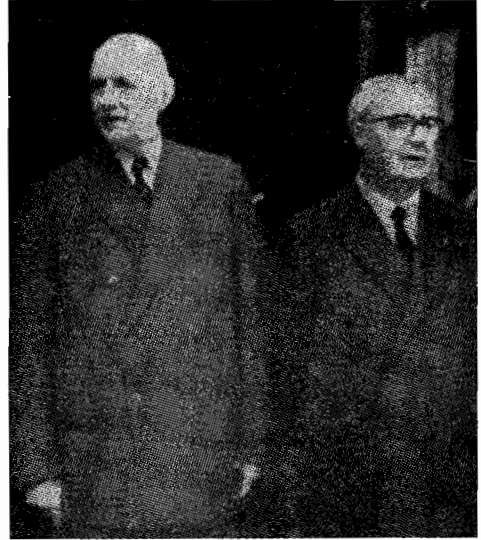
« Mais les résultats matériels se sont accompagnés de deux « résultats humains fondamentaux ». Le premier concerne l'amélioration de la connaissance réciproque qui rend chacun conscient des problèmes de ses alliés... Le second concerne la formation d'un esprit de rénovation qui a donné une nouvelle volonté et une nouvelle vigueur aux ouvriers, aux inventeurs, aux personnels d'encadrement, devenus désormais conscients que la compétition européenne ne récompensera que les meilleurs au sens absolu du terme. Grâce à ce nouvel esprit, l'Europe s'est progressivement rajeunie, surprenant tout le monde par sa capacité de comprendre et d'affronter les temps nouveaux ».

### Les progrès de la Communauté

M. Saragat met ensuite en valeur la collaboration de l'Europe avec les pays en voie de développement, puis en arrive aux raisons immédiates de la présente conférence de Rome. Que s'est-il passé depuis les réunions de Paris en 1961, de Bonn et de Luxembourg? « La collaboration des Six, déclare M. Saragat, continuait à se développer d'une manière plus que satisfaisante, et les objectifs intermédiaires prévus par le traité de Rome avaient été, dans leur grande majorité, atteints ou même dépassés.

Un progrès remarquable fut constitué par la signature du traité pour la fusion des exécutifs des Communautés, « nouveau progrès dont la signification est indiscutablement politique, et qui peut agir comme un stimulant pour redonner vigueur à l'idée de l'Europe ».

Le président de la République italienne commente alors longuement la préparation



**Le général de Gaulle et le Président Saragat : on dirait qu'ils ne regardent pas dans la même direction...**

de la prochaine étape de l'union douanière, celle du 1<sup>er</sup> juillet 1968, heureusement préparée par la conclusion, à Genève, des négociations pour le « Kennedy round ».

S'élevant au plan de la philosophie de l'idée européenne, « idée liée beaucoup plus qu'à des notions géographiques, à la vocation originelle grecque, latine, germanique et chrétienne de nos peuples, qui pose comme idéal un homme forgé par le droit romain, par le christianisme, par la Renaissance, par le Siècle de lumière, par les révolutions politiques et sociales des trois derniers siècles », le président Saragat reconnaît qu'entre les participants de l'Europe des Six les divergences de vues peuvent être nombreuses. Mais en même temps « les raisons qui nous unissent sont plus importantes ».

### Les nouveaux problèmes

De nouveaux problèmes attendent l'Europe, poursuit le président de la République italienne, notamment celui de l'adhésion de la Grande-Bretagne, « dont le nom est pour ainsi dire synonyme de liberté politique. Nous exprimons le vœu que les négociations puissent commencer rapidement. Il ne s'agit pas de la demande d'adhésion d'un parti, mais d'une nation tout entière ».

« Nous sommes conscients, dit encore le président de la République italienne, qu'il

*n'existe aucune incompatibilité entre l'idéal européen et l'idéal de la patrie, de même qu'il n'en existe pas entre la liberté et les droits de l'individu, et les devoirs de chacun de servir son propre pays.*

## Un succès assuré dans une Europe unie

« Notre succès est assuré, conclut M. Saragat, dans la mesure où nous n'oublions pas que seule une Europe démocratique unie,

*fermement consciente du destin commun qui l'unit aux autres grandes démocraties de la zone atlantique, et en premier lieu aux Etats-Unis d'Amérique — ces Etats-Unis qui, par deux fois en un siècle, ont contribué d'une façon déterminante à sauver la liberté de l'Europe occidentale — une Europe ouverte à tous les peuples qui ont des idéaux, des valeurs, des principes communs, et qui ressentent la nécessité urgente de manifester à nouveau dans le monde la présence européenne, pourra constituer un facteur déterminant de la paix du monde, capable de contribuer de façon décisive au développement équilibré de la vie internationale ».*

## LE COMMUNIQUE DES « SIX »

Le 30 mai, les chefs d'Etat ou de gouvernement et leurs ministres des affaires étrangères, sur la base d'un rapport introductif du Président Moro, ont procédé à un échange de vues sur les développements de la Communauté. Ils sont tombés d'accord pour constater que les résultats obtenus jusqu'ici constituent un succès sans précédent issu du nouvel esprit de collaboration né entre les pays membres et qui a permis de concilier leur intérêts en vue de l'intérêt supérieur commun. Forts de l'appui des parlementaires et des opinions publiques de leurs pays respectifs, les chefs d'Etat ou de gouvernement ont confirmé qu'ils prenaient l'engagement de faire les efforts nécessaires pour atteindre les objectifs définis par les Traités de Rome.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé l'intention de mettre en vigueur, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1967 le traité d'avril 1965 sur la fusion des institutions des trois Communautés. Ils ont souligné à cette occasion l'importance de cette décision, en particulier dans la mesure où elle constitue

une étape vers la fusion des trois Communautés.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont procédé à un échange de vues sur les demandes d'adhésion de la Grande Bretagne, de l'Irlande et du Danemark et ils ont reconnu que, conformément aux traités, cette question devra être examinée par le Conseil des Ministres de la Communauté.

Les Etats participant à la conférence ont convenu d'étudier la possibilité de consolider graduellement leurs liens de nature politique grâce à des méthodes et procédures suggérées par l'expérience et les circonstances. Les ministres des affaires étrangères sont chargés de continuer l'examen de ce problème.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement se sont mis d'accord pour se réunir de nouveau probablement dans le courant de l'année.

Les chefs d'Etat ou de gouvernement ont en outre convenu de remettre à l'étude le projet déjà considéré lors de la conférence de Bonn du 18 juillet 1961, relatif à la création d'une université européenne à Florence.

## La conférence de Rome. Un succès modeste mais réel

« La conférence de Rome fut un succès modeste, mais réel, même si elle ne constitua pas un événement bouleversant ». C'est par ces mots que, lors d'une conférence de presse, M. Brandt, ministre fédéral des Affaires étrangères, a résumé les résultats de la conférence au som-

met de la Communauté des Six, qui vient de se tenir à Rome. Il a réfuté l'impression qui pourrait prévaloir et suivant laquelle le gouvernement fédéral n'aurait pas consenti des efforts suffisants pour faire progresser les questions européennes.

## Une intégration en bonne voie

Commentant les résultats enregistrés à l'issue du dixième anniversaire de la C.E.E., le ministre allemand a déclaré que l'intégration économique s'était, dans l'ensemble, poursuivie d'une façon satisfaisante et que l'on pouvait s'attendre à son extension matérielle et géographique. L'intégration économique exerce aussi une action bienfaisante sur la politique du commerce extérieur, pour autant que celle-ci ne relève plus des ministères des différents pays, mais bien d'une autorité communautaire. Par ailleurs, le ministre a souligné que l'intégration économique n'entraîne pas inévitablement l'intégration politique.

En ce qui concerne l'adhésion de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark à

la Communauté, M. Brandt, abordant l'attitude négative de la France, s'est exprimé en ces termes: « Je ne me fais pas d'illusions et d'autres ne le devraient pas non plus: le président français émet de grandes réserves quant à une évolution rapide dans le sens d'une adhésion britannique à la Communauté. Il invoque d'abord les questions pratiques bien connues, telles que le financement agricole, la circulation des capitaux au sein de la Communauté, la situation monétaire et, ensuite, ce que lui-même et d'autres appellent le caractère politique des communautés. Il incombera aux six gouvernements et à leurs représentants d'examiner tout cela et il appartiendra à tous ceux qui, comme nous, estiment que la Grande-Bretagne doit se joindre à nous et que les questions en suspens peuvent trouver une réponse, de convaincre ceux-là même qui pensent encore autrement ».

## LA NOUVELLE COMMISSION UNIQUE EUROPÉENNE

*Un résultat positif de la Rencontre au Sommet de Rome, est la création de la Nouvelle Commission unique européenne présidée par M. Jean Rey. Voici ce qu'écrit, à propos de ce choix Jean Lecerf, expert en problèmes européistes, dans le Figaro du 5-6-1967:*

L'accord pour désigner Jean Rey comme successeur de Walter Hallstein conclue en quelque sorte la crise européenne de juillet 1965. En juin, il avait été décidé que les exécutifs européens fusionneraient, mais la France bloqua huit mois le fonctionnement des communautés puis elle s'opposa au renouvellement du mandat de celui qui, depuis 1958, présida la commission européenne et avait fini par lui donner son nom. Notre gouvernement voulait une présidence tournante et l'a obtenue.

Les Européens salueront avec émotion le départ de celui qui sut leur donner un organe, une influence, une puissance.

Le choix de Jean Rey est excellent. Cet avocat liégeois, libéral, jovial, négociateur opiniâtre, a réussi, depuis huit ans lui aussi, à donner à l'Europe une première esquisse de politique extérieure malgré les énormes intérêts mis en jeu par la négociation Kennedy, les divergences dramatiques de la rupture avec la Grande-Bretagne.

C'est à Jean Rey qu'il appartient d'être le

### LA NOUVELLE COMMISSION UNIQUE EUROPÉENNE

La commission unique européenne qui entre le 1<sup>er</sup> juillet en fonction sera composée de la façon suivante:

*Président:* M. Jean Rey (Belgique);

*Vice présidents:* MM. Sicco Mansholt (Pays-Bas), Fritz Hellwig (Allemagne), Pierre Chatenet (France) et Lionello Levi-Sandri (Italie);

*Membres:* MM. Henri Rochereau et Jean-François Deniau (France), Guido Colonna et Mario Pedini (Italie), Hans von der Groeben et Willy Haferkamp (Allemagne), Albert Copp (Belgique), Emmanuel Sassen (Pays-Bas), Victor Bodson (Luxembourg).

premier animateur de la Communauté européenne unique. La tâche est redoutable. Puisse-t-il obtenir plein succès.

# LES TRAVAUX DU CONSEIL D'EUROPE

## Appel aux Gouvernements pour qu'ils prennent fermement position sur les objectifs politiques de l'Europe

### COOPERATION POLITIQUE OCCIDENTALE ET RELATIONS EST-OUEST

Les perspectives simultanées d'entente avec l'Europe de l'Est et des avantages matériels découlant d'un élargissement du Marché Commun ont suscité une timidité collective face à l'argumentation politique. Cependant, M. Federspiel soutient que, sans la politique « l'Europe sombrerait dans l'anonymat des sociétés matérialistes et dans la disponibilité politique ».

Il n'y a plus de contradiction entre politique de détente et coopération politique organisée entre pays de l'Europe occidentale. L'une et l'autre sont désormais indispensables. Pour cette raison, le mécanisme intergouvernemental fourni par le Conseil de l'Europe doit être utilisé pour dégager une conscience politique agissante en Europe occidentale et organiser les relations avec les pays de l'Est.

### EVOLUTION POLITIQUE DANS LES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Le développement des Communautés est le principal élément d'une évolution qui appelle une relance politique en Europe. Une fois la Grande-Bretagne et d'autres pays entrés dans le Marché Commun, une nouvelle base d'orientation politique de l'Europe sera posée. Que peut-on faire en attendant cette échéance ?

Le Gouvernement britannique a fait savoir qu'il acceptait non seulement le Traité de Rome, mais aussi ses implications politiques logiques. De ce fait l'Europe se trouve face à trois options principales: soit accorder la priorité à l'élargissement de la C.E.E., soit accorder la priorité à une tentative d'union politique, soit enfin envisager non seulement les deux à la fois, mais pratiquement la première comme la condition de la seconde. La meilleure solution, qui ne blesserait aucune sensibilité, serait que les Six, en associant le Royaume-Uni comme observateur aux négociations, utilisent le délai nécessaire pour une adhésion de la Grande-Bretagne à mettre en place des mécanismes correspondant au minimum acceptable par tous.

En attendant, le projet de Recommandation

joint au rapport de M. Federspiel recommande au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe de « réanimer ses propres fonctions politiques, afin qu'on puisse examiner les moyens actuels de promouvoir une politique de coopération progressive, en tenant compte, entre autres, de l'ouverture des Traités de Rome et de Paris à l'adhésion ou l'association d'autres pays ».

### LE CONSEIL DE L'EUROPE

M. Federspiel écrit: « Sur le plan technique, le Conseil de l'Europe, par les possibilités multiples qu'offre son programme de travail, peut aider les deux versants de l'Europe à trouver un langage commun et des méthodes semblables pour évoquer et résoudre un certain nombre de problèmes pratiques communs ».

Pour s'intégrer dans la « jurisprudence » européenne en matière de relations Est-Ouest, le Conseil a besoin d'une série de réalisations pratiques, fût-ce dans des secteurs modestes, mais qui serviront de « lettres de créance » dans des domaines dont l'étendue croîtra petit à petit avec l'assainissement du climat général de la détente. Les Gouvernements des Etats membres doivent appuyer le Conseil dans cette mission.

Il ne faut pas en déduire que le Conseil actuellement se préoccupe uniquement d'établir des relations avec l'Europe de l'Est. Il demeure un irremplaçable moyen, pour les pays neutres et périphériques, de maintenir le contact avec l'évolution générale tout en sauvegardant leur spécificité et la personnalité de leur politique. M. Federspiel recommande ensuite que l'on invite à l'Assemblée des porte-parole de l'Asie et de l'Amérique Latine, pour faire suite aux visites de parlementaires des Etats-Unis et de personnalités politiques africaines.

Dans les derniers paragraphes de son rapport, M. Federspiel revient au thème du resserrement de la coopération politique.

Insistant sur la nécessité de doter les travaux du Comité des Ministres d'une plus vigoureuse détermination, il écrit « Il serait extrêmement opportun que le Conseil de l'Europe puisse agir désormais selon une ligne de conduite politique directrice évitant les improvisations sans lendemain.

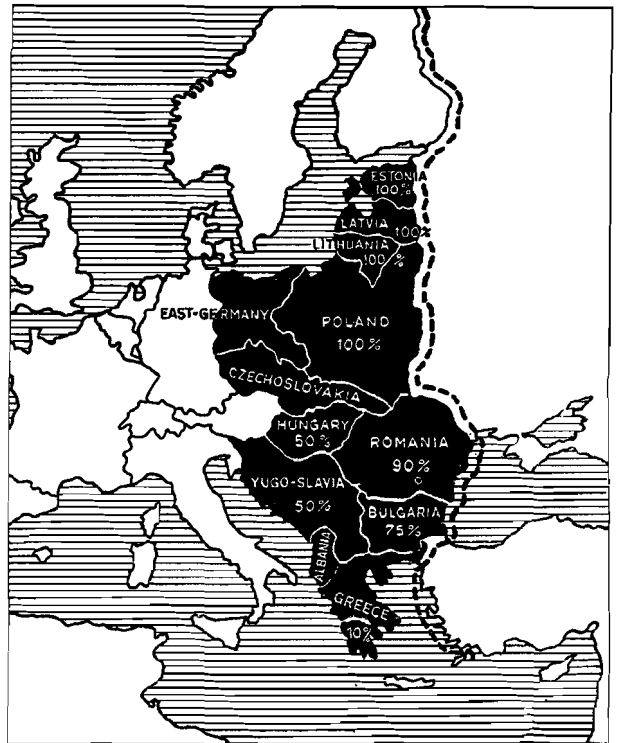
number 6

# europa east bulletin

ENGLISH SUPPLEMENT OF THE  
REVIEW "BULETIN EUROPEEN"

ROME

JUNE 1967



**PASTOR RICHARD WURMBRAND**—an enormous Romania who is Jewish by blood but Lutheran by persuasion—has come to England to preach wide, from Northwood to Belfast, his passionate belief that "Communism is the greatest crime in humanity".

Many east European émigrés, having been associated with, or the beneficiaries of, an oppressive pre-communist regime, do not get a great deal of sympathy here. But Wurmbrand was imprisoned by the wartime Romanian regime. Then the communists locked him up again, from 1948 to 1956, and yet again from 1959 to 1964. The subsequently escaped when he felt he was in danger of being arrested again.

While in prison he was in solitary confinement for two and half years in a cell some 35ft underground. He was tortured—"if I showed you my body I wonder if you could bear to look at it"—and brainwashed, and had to witness the humiliation of many of his fellow religious prisoners in ways which the Romanians thought suitable and which do not bear repeating. His wife was used as slave labour, and at one stage, while building a canal, was obliged to eat grass.

## SMUGGLING BIBLES

Now Pastor Wurmbrand, who is multi-lingual, is doing secret missionary work for the European Christian Mission in the Soviet Union and other communist countries—smuggling in bibles, supporting underground pastors, helping the dependants of those who have died for their faith.

"Why are these facts hidden, why are they not printed?" he cries, waylaid a swatch of cuttings from Russian newspapers, all of them re-

cent, and all giving news of the arrest of Christians for such black offences as baptizing without permission, news of children being taken from their parents because they were giving them religious instruction, and so on.

"What is happening in China? All the churches have been desecrated and closed, but nobody protests. Everyone protest about apartheid, about Mr. Smith, but what is happening to Christians in China?"

## BLACK AND WHITE

Pastor Wurmbrand has an explanation: "The British Churches are very much influenced by communism. They are members of the World Council of Churches. So are the representatives of the Russian and Romanian churches. All decisions are taken so that they should please the communists. When I was in prison I was approached by the secret police, and asked if I would like to be a bishop. When I asked what my duties would be, I was told that one of them would be to influence the World Council of Churches in 'our' favour".

Not for Pastor Wurmbrand any thoughts of East-West détente. He regards the communist régimes as thieves—"they stole my country, there were only 10,000 communists there"—and is unimpressed by any signs of enlightenment. "It is easy for thelves to be generous."

A black and white world it certainly is, yet one cannot accuse Pastor Wurmbrand of being wholly rigid: when the Indonesian were chopping up many hundreds of thousands of communists, he was one of the very, very few Churchmen in the western world to raise his voice in public protest.

("The Times Diary")

# The Kennedy Round: a long - delayed success

After the doubts and alarms, the Kennedy Round has ended in success. The concessions on industrial goods exceed even the most optimistic estimates made in recent months. Some 50 countries, together responsible for four fifths of world trade, have made average tariff reductions of about 35% on industrial goods in which total trade reaches about \$40,000 million.

The Kennedy Round trade negotiations ended successfully in Geneva after four years of negotiations. The outcome will be cuts in tariffs and other barriers, spread over the next five years, which will bring a major stimulus to world trade, particularly between the industrialized countries, with consequent favourable effects on their economies.

The keener competition that will result will contribute to increased efficiency. Although the results in the agricultural field were limited, the work done on the question of binding agreements about world agricultural trade may bear fruit in the future. The less-developed countries obtain certain limited concessions—and some of them will benefit from a "food aid" scheme under which 4.5 million tons of grain a year will be distributed at the expense of the major trading countries, both importers and exporters.

The European Community confirmed its role as a single negotiating unit, first established in the Dillon Round in 1960-62, and its methods stood the test of this demanding full-scale appearance on the world trading scene. The Community, speaking with a single voice for a considerable part of Europe, was talking on an equal footing with the United States. It was an historic operation, the political significance of which cannot be underestimated. For Britain and the EFTA countries, the outcome of the Kennedy Round will mean a lowering of barriers which can help prepare their economies for the greater stress and stimulus to which they would be subject should they join the Community.

Following the main agreement, the appropriate legislation is being rushed through in the United States in order to take effect before the Trade Expansion Act, which authorizes the President to make tariff cuts up to 50%, expires on June 30. In Geneva a number of loose ends of the negotiations remained to be tidied up, including the concessions to be made, in exchange for the benefits they will draw, by the smaller countries, which are not applying the 50% across-the-board cut.

---

## THE RESULTS

Tariffs on industrial goods to be reduced by an average of 35% of present rates; many cuts of 50% to take place (e.g. on motor cars).

Total value of the international trade affected is estimated at \$40,000 million—one quarter of all free-world trade.

New anti-dumping regulation agreed.

4.5 million tons of grain to be given away each year to developing countries, to be financed 42% by the USA, 23% by the EEC, 11% by Canada, and 5% each by the UK and Australia.

Minimum world price for hard wheat up 21½ cents to \$1.73 a bushel.

---

## EXCEPTIONS FINALLY FEW

The industrial side of the negotiation was by far the most important in terms of the economic advantages involved. The basic hypothesis of a 50% cut in duties, on which the negotiators had been working throughout, will be applied in practice to a very wide range of manufactured goods of all kinds. All the major industrial trading countries (except the Communist countries which take no part in GATT) will make cuts. The number of products excluded altogether from tariff cutting or subject to cuts of less than 50% had been whittled down considerably in the course of the talks. This is a field where average figures have little significance—for the trade volume and growth prospects for a product matter at least as much as the actual level of the tariff: most estimates put the average cut at around 35%.

The main sticking point in the industrial sector came on chemicals. The Community, backed by the Swiss and the British, was determined to obtain the abolition of the "American selling price" system which by basing duties on an arbitrarily set US price, rather than the European export price, results in duties of up to 170% ad valorem. Since abolition would require legislation by Congress, and there can be no firm guarantee that this would go through, the US finally accepted that 20% of the cuts on chemicals being made by the EEC should be automatic, with the other 30% conditional upon abolition of the American selling price. On the other side, cuts will be made bringing US duties down by 50%, and down to a ceiling of 20% on products at present subject to the American selling price.

## FARM RESULTS DISAPPOINTING

On the agricultural side the results of the Kennedy Round fell far short of the hopes which

had at times been harboured. In particular, the Community's proposals for instituting a system of international discipline and commitments about levels of support given to farmers, had to be dropped entirely. It had become clear that the scheme could in any case only be applied to grains, and in the closing stages the United States negotiators estimated that what the scheme represented for them, in terms of assured access to the EEC market, was not worth the problems they would face in getting Congress to accept commitments about US internal farm policy. The three years of talk about the Community plan were not entirely wasted, however. The idea behind it remains valid, and it might be relaunched again in the future, possibly by an enlarged European Community which would carry the weight needed to obtain acceptance of it from the other agricultural-trading countries. As it is, the American decision amounts to a recognition that the Community's farm policy does not, for the moment at any rate, constitute any real threat to US exports. Apart from an agreement on a higher wheat price on the world market, the only tangible result was a scheme for channelling wheat as "food aid" to needy countries, the cost being shared amongst the major grain-trading countries, both the exporters and the importers. The beneficiary countries will get 4.5 million tons of grain a year.

The biggest benefits of the Kennedy Round for the less-developed countries will probably be indirect, through increased demand by the

industrial powers for raw-material and commodity imports. In terms of the potential increase in export earnings, the concessions made on goods exported from the developing countries were slight compared with the concessions the industrialized countries made to each other.

### THE COMMISSION'S CRUCIAL PART

Apart from the outcome in material terms, the importance of the Kennedy Round for the Community's own development is considerable. The Six have again shown themselves capable of negotiating as a single unit with the rest of the world on vital economic matters.

The effects of the Kennedy Round will be felt over a long period to come. The tariff-cutting spread over the next five years will provide the economies of all the trading countries with a stimulus akin to that which the Six have received from the reduction of duties within the EEC. For British industry in particular—which apart from the opening of the frontiers to goods from her EFTA partners has remained behind a protectionist wall—the Kennedy Round cuts can provide a very useful preparation for the possible future "cold shower" effect on entering the Community. For the industrialized countries in general, the economic and political significance of what has been achieved far exceeds the direct advantages: the success in Geneva confirms the post-war trend towards more liberal trading policies and increasing economic interdependence.



Drawing by Demian

# MARRIAGE A LA MODE

Materialistic values in marriage profoundly disturb the communist ideologues. The story is the same throughout eastern Europe—as prosperity increases, the birthrate falls, the family unit grows more unstable, while "a barricade of TV sets hides unhappy families". From the series in Polityka, September 18.

Can a wife be smarter than her husband? A fiancée smarter than her fiancé? A woman smarter than a man? Indeed, women have always maintained that they are smarter, but just do not bother to show it. But this is not the question here.

A Bratislava medical student left her fiancé, because he did not get into college and became a manual laborer. For four long months the editors of "May 65" have devoted a full page to letters from readers, generally condemning the girl. Many stated: "I have had this happen to me, too". All in all, the editors published some 100 letters. The incident which caused the discussion would have happened under capitalism, too. But would it incite 100 young people to write letters to the editor? Wouldn't this be a problem of just ordinary importance?

More and more, a man becomes not what he was born to be but what he makes of himself. The traditional bourgeois family in countries already highly developed before the war (the GDR, Czechoslovakia) and the patriarchal family (in Romania, Bulgaria) have been destroyed. I talked to a student from the Craiova area who is now living in a student hostel in Bucharest and would like to get a job in Bacau, on the other side of Romania. "If only I could find a place to live," he said, "as far away from the family as possible, I would be quite content to see my parents twice a year".

This student, as well as the future doctor from Bratislava, wants to share his small apartment with someone of a similar social standing. Not of similar origin—since colleges have mixed the children of workers, peasants and the intelligentsia together—but of the same professional, or at least intelligentsia, group. "I cannot imagine marrying a non-working woman," said a German student. "Maybe in ten years, when I make enough money myself..."

Now the problem arises: can a woman be smarter than a man. And the problem will die a natural death, like the one which was discussed endlessly years ago: can a workinè mother bring up children. Mothers worked, children grew up, now they themselves have children and don't ask this question any longer.

## A BULLDOZER AND THE VEIL

But the fact that socialism gave the women both legal and real possibilities of emancipation does not solve the problem. The paragraphs of the constitution dealing with this subject are almost identical in all five countries. Yet the GDR, which has been forced to come to the fore in the matter of equal rights for women (three-quarters of the women there work), and Bulgaria, which still feels the influence of Mohammedan tradition, are widely separated, while the remaining three countries fit somewhere in between.

Faced with postwar reconstruction, the GDR was in the worst possible situation as regards population: there were four women to every man. Under such conditions one could not reserve jobs for men. Women drove tractors, operated bulldozers, built houses and carried weapons as border guards. And the tradition,



Szpilki (Warsaw)

once begun, has remained to this day although the proportions in labor force have changed.

There was no disproportion of men to women in Bulgaria but there women had been wearing the veil for five centuries. Although the violent growth of industry and cities have drawn them out of closed villages and involved them in work alongside the whole nation, although it gave them their own money—new habits are not born in a day. It is nothing unusual for three or four women in the GDR to go to a dance hall together and to have a drink there. In Bulgaria, outside the main cities, a woman will not enter a public place, even accompanied by a man. In the GDR I saw elderly ladies driving automobiles: in Bulgaria, in the countryside, the father often still takes the wages of his working daughter. Marriage proposals have become a simplified matter throughout the world, sometimes one forgets about it altogether, and in the GDR it is said to happen quite often that the woman makes the proposal—yet among the Turkish population of Kirjali in Bulgaria there are still cases of girls being sold into marriage (although it is illegal).

The trend of change is identical and obvious everywhere. In every socialist country, there are clear efforts on the part of the authorities to organize trade and services, to aid women. This is done not only under the pressure of the needs of these women, but above all under the pressure of the needs of the state: women freed of cooking, washing and sewing are needed for work. Under such conditions, equal rights mature more quickly.

### GRANDMA AND THE NEW MAN

The family has not ceased to be the basic unit of society. But it is not the same unit, nor is it the society which the creators of this definition had in mind. Many a young married Bulgarian couple see each other once a week: they got married in college and then work contracts sent them to two different parts of the country, because society demanded it. The Hungarian youth daily, *Magyar Ifjúság*, discusses real love, closing with the conclusion: It is quite natural for young people in love to live together without being married. A poll among young people in Czechoslovakia asked: what do you value most? The overwhelming majority answered: the family, which, in the unanimous opinion of sociologists conducting the poll, did not mean that the polled youth had a happy family life. Together with the bad characteristics of the family, the good ones are being lost as well...

There is a clear trend to live away from parents. Mothers are imported from the countryside only to look after the children and even then there are constant conflicts: "A 60-year-old grandmother cannot bring up the new man." Only 19 percent of young girls tell their mothers everything. And not only because the contacts between the older and the younger ge-



Sans "paroles" RUDE PRAVO (Prague)

neration have been broken, but because of the nature of the confidences. "What am I supposed to talk about with my mother?" shrugs a laboratory assistant from Sofia. "About amino-acids which interest me, or about ikons which interest her?"

Together with the bad habits, the good ones are also being lost. Germans habitually complain about the disappearance of their proverbial attention to detail and discipline. Grandparents walk along Frankfurter Allee in Berlin with their ten-year-old granddaughter. The little girl finishes a carton of ice cream and throws it on the ground. "Pick it up!" cry the grandparents. The little girl shrugs and runs off. The grandfather chases her clumsily, the grandmother wipes a tear. Yes, she seems to think, if the family fails to instill German virtues, who will? Not the street, certainly not the school.

Czechoslovaks maintain that of every ten marriages contracted before military service, nine cannot last through it and end in divorce. The Germans see no connection between the actual age of the couple and the success of their union. They maintain (and here the Czechs agree) that young people look for safety in marriage, an asylum from the upheavals of social life, a flight from the pace of the industrial revolution. And that they often fail to find it there.

Who knows, perhaps a good tradition has been lost here? In Romania, there are two divorces annually per 1,000 inhabitants. In Bulgaria, a more puritan country, 0.9. In Poland, the rate is even lower—0.5. Perhaps the easing of legal divorce has helped some to get out of an immoral, hypocritical situation, but has tempted others to take undue advantage of the law? Yet who can separate the law into two parts, one serving a good cause and the other a bad one?

In socialist countries, the functions of a fa-



Drawing by Demian

mily are guided, in half of the cases, by housing conditions. We know this better than anyone else:

"Our three rooms on Georgiev Boulevard in Sofia are too large, but if we have another baby we shall not be charged for the extra space."

"I saw the construction plans for a new housing cooperative. They will be building a much better housing project in the center of Dresden, so I will get married and ask for an allocation."

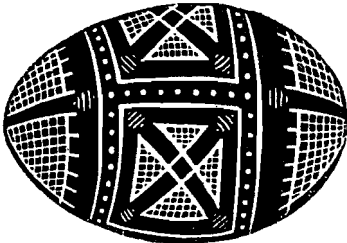
In Hungary there are many large apartments and few small ones, yet the children do not want to live with their parents and one needs 20-30.000 forins for a down payment. In Ro-

mania, apartments are cheap, but the needs are so enormous that, despite a very rapid construction rate (twice that of Poland per 1,000 inhabitants), overcrowding in Bucharest apartments is even worse than in Warsaw. One hears all the time about loving couples who have had to live separately and, you know how it is, there are so many dangers along the way...

A family waiting for an apartment of its own; a family, overworked and traveling all over the place; a family saving on having children in order to buy a TV set. This is not the family which the creators of the definition of the basic unit had in mind. Some say that the constant struggle for existence, the lack of secure privacy, endanger the family.

### TOMORROW - OR THE DAY AFTER

I was told in Prague of a tragic situation: a wealthy couple was getting divorced. They owned an automobile, a TV set, a refrigerator, a washing machine and what have you. When it came to a division of possessions, the former husband and wife could not decide how to



separate their holdings. They had to call in an expert to establish the price of all their worldly goods, according to the degree of wear, and the former husband paid the wife off in cash. . . .

One evening in Budapest, I went for a walk

with a friend of mine, a doctor by profession and a philosopher by inclination. He said: "A television set, an apartment, an automobile. And a few years hence, a better set, a larger apartment, a new automobile. Are these our life ambitions? How do they differ from those of the bourgeoisie? By the make of the TV set and the make of the automobile? What is our common future, yours, mine and everyone else's? And worse still, wath shall we do once we have outdistanced everyone in material production?"

In all five countries one can find irretutable proof that, as the standard of living increases, so does the cultural standard, that people are not only wealthier but happier. But nothing is achieved automatically. Work does not educate people automally, nor does wealth automatically make one happy. Our population will catch up with the Western standard of living, in the matter of production. But in the West a barricade of TV sets often hides profoundly unhappy families. We trust that our communist reality will transform quantity into quality. But the quality remains an unknown.

## BOOK REVIEWS

## Arrival and Departure

POLITICAL SUCCESSION IN THE USSR, by Myron Rush, New York: Columbia University Press, 223 pp. \$ 5.95.

RUSSIA AFTER KHRUSHCHEV, by Robert Conquest, New York: F. A. Praeger, 264 pp., \$ 5.95.

The Soviet experience has recently been examined by two widely recognized practitioners of the hermetic craft of Kremlinology. Both have perhaps worked in some haste, occasioned by Khrushchev's precipitous political eclipse in October 1964. Both practice a distinctive methodology which uses as primary source material that body of esoteric communication between various elements of the Soviet power elite found in the public prints of the USSR. In earlier works, both established their claim to be serious and well-informed students of the character and structure of political power in the Soviet Union. It is revealing to examine and compare their most recent findings, particularly since they do not always agree.

Dr. Myron Rush, in what amounts to a brief historical survey, notes that there has always been a "lack of legitimate and recognized means for the transfer of power" in Soviet Russia. With much justice he infers that since that power has always been very great and highly concentrated, the passing of a leader creates an "inevitable" crisis. Neither Lenin, Stalin nor Khrushchev proved able to "arrange" their succession, and Rush believes it to be axiomatic that the death, disability or forceful removal of a chieftain with dictatorial powers inherently produces an unstable equilibrium between contenders for supreme power in party and state. Since each of these has only dubious claims to becoming his predecessor's sole heir, a period of struggle necessarily ensues and is terminated only by one man's total victory.

Dr. Rush goes to some length to show the parallel between Khrushchev's rise in the 1950s and that of Stalin in the 1920s; both men staked their future on capturing control over the party apparatus (as against, for instance, Malenkov's unsuccessful bid to reach the top with the backing of the state bureaucracy). In a dubious assertion to which he is driven by the logic of his own assumptions, Rush tells us that Khrushchev was able to end the post-Stalin succession crisis by a "single stroke" when he decimated the Anti-party Group in 1957; at the same time, however, Dr. Rush sees this as leading only to a "limited" dictatorship.

There is much that is perceptive and informative in what Dr. Rush has to say about the past, and one must surely respect his candid admission that Khrushchev's fall caught him by surprise (as, in fact, it did most other professional observers of the Soviet scene). Yet one

is tempted to suspect that he has fallen victim to a "model" which, though ingenious, need not necessarily continue to fit the facts of a Soviet society which is far from static.

## THE GAME OF POWER

If Khrushchev was indeed as successful in 1957 and as powerful afterward as Dr. Rush insists, then neither "overconfidence", nor the ill-advised injection of divisive tendencies into the party apparatus, nor Khrushchev's inability or reluctance to employ terror as an instrument of rule, does much to explain the 1964 coup d'etat. That appears to have been engineered by his closest associates and deputies who actually owed their advancement to him. Dr. Rush is right, of course, to insist that effective power in the Soviet Union is wielded by a tiny fraction of the population consisting essentially of the higher ranks of the party apparatus. It is also probable that the chances of any fundamental change occurring in this situation over the short run are rather slight. What is suspect in his exposition is the implied assumption that the power game—however devious, complex and devoid of moral content—is played in a kind of isolation chamber apart from the economic, social, cultural and international realities which face the Soviet Union as they do every other country. It may well be that the Central Committee is only a pawn, or that the Presidium is in rivalry with the party Secretariat which controls and directs the army of apparatchiki. But it is difficult to believe that members of the exclusive and self-perpetuating party divorce themselves for an instant from the harassing problems of running their country.

These problems do not figure in Dr. Rush's book and one suspects this is because they do not fit into his preconceived schema of how things are supposed to happen in the USSR. Yet that country has changed tremendously in the last half century, which is all the more reason to feel that the more it continues to evolve the more archaic its political institutions as we know them are bound to become. Can one really assume that the "model" provided by the Lenin and Stalin successions offers reliable guidelines for assessing the present situation and projecting future developments? The new generation of intellectuals is surely different from the one Stalin dealt with in the 1930s. Technological advance has not only produced more technocrats and managers but a qualitative difference in their ranks. They now require more sophisticated training to do their jobs at all, and their imperatives are certainly not those which obtained during the first five-year plans.

Nor does it seem likely that the military establishment can be dealt with in quite the same way that Stalin dealt with it before World War II. That these and comparable considerations do not in the slightest degree influence the men in the Kremlin and their lesser cohorts in the apparatus, to me, a dubious assumption. The question is not whether the party apparatus is at present all-powerful and very jealous of its power. One need not be blind to reality or entertain foolish hopes about the Soviet state in order to question a hypothesis which points to the necessary re-emergence of a single despot in the USSR after every succession. Even though this may prove more or less right in the aftermath of Khrushchev's fall, there does seem to be something defective in a methodology which relies so heavily on a very narrow field of vision.

### A COLLECTIVE LEADERSHIP?

This criticism can certainly not be made of Mr. Conquest, whose book gives us a panoramic and sophisticated overview of the Khrushchev era and its immediate aftermath as well as a thought-provoking discussion of the many and diverse factors likely to condition future political developments in the USSR. Mr. Conquest is a man of few illusions. He sees the possibility and, indeed, the need for very drastic changes in Soviet institutions, but he is not optimistic. He agrees with Dr. Rush and other observers, such as Leonard Schapiro, that the party remains a self-perpetuating oligarchy holding a monopoly of power which it is disinclined to share. He does not believe that the machinery of dictatorship is in process of being dismantled, and fears that genuine economic reform is a long way from realization because it runs counter to the cherished doctrines of the apparatchiki, who remain the hard, cold-blooded operators they have been from the beginning. He questions the hopeful "image" of Russia which Khrushchev's distinctive style helped to create among many onlookers in the non-communist world. In an exceptionally valuable compilation of biographical data on the present contenders for power he shows that each is very much a product of the traditional system, and that none can be considered radical or liberal in the accepted sense. By extension, Mr. Conquest makes a plausible case for the opinion that the present leaders, much like Khrushchev himself, must be considered not anti-stalinist but only more or less stalinist in their modes of thought and political conduct.

In his view of the nature and extent of Khrushchev's power, Mr. Conquest diverges sharply from Dr. Rush. The logic of faction in the Soviet system has indeed been such that the established leader must seek to attain absolute power, but where Dr. Rush sees Khrushchev essentially as succeeding in this endeavor, Mr. Conquest is persuaded that the First Secretary achieved no decisive victory in 1957 and conti-

nued to be a spokesman for a collective which lined up differently on different issues, and still does. He can discern no serious differences on matters of policy between Khrushchev and his colleagues, nor any "impatience" on Brezhnev's part to assume the reins of power (a possibility which Dr. Rush suggests). Mr. Conquest supposes that Khrushchev's associates were disturbed by his growing temptation to overstep the bounds of such power as he did possess, that they were alarmed by the failure of many of his initiatives and exasperated by his predilection for erratic, ill-considered, hasty and sometimes dangerous actions. Mr. Conquest is, of course, anything but encouraged by the actual manner of Khrushchev's removal and the fact that its instigators apparently saw nothing wrong in the procedures which they chose to employ in October 1964.

The major difference between these two books, however, lies in the breadth of their perspectives. If Mr. Conquest regards Kremlinology as a rigorous and specialized discipline, he hardly conceives of it as standing above or apart from other aspects of Soviet study. He looks at more than the mechanics and personalities of the power struggle: he also sees the vast Soviet and communist world which lies beyond the narrow arena in which the power contest is waged. This gives his work a plasticity which is regrettably lacking in that of Dr. Rush. It also allows him to roam far, wide and challengingly over a stunning spectrum of possibilities which deserve consideration by those who would seriously contemplate the Soviet future.

Mr. Conquest would have us ponder such admittedly theoretical and remote possibilities as the breakup of the Soviet Union into separate national communist states. He does not altogether discount the possibility that the military may intervene, acting in alliance with one party faction against another; he also suggests that developments in some non-Soviet parties may well have an erosive effect on the totalitarian mould in which the USSR is presently confined. He refrains from suggesting a policy for the West, reminding us that those Soviet leaders who have shown the greatest hostility toward the West have also shown the greatest prudence in the conduct of their foreign relations.

If there is a flaw in his position, it is perhaps the suggestion that only by importing Western institutions can the Soviet Union hope to solve its economic, intellectual, social and political problems and cease to be a menace to world peace. If this means that the practical possibilities for meaningful change are severely limited so long as the present Soviet political power structure remains intact, there is obvious merit in the argument. Yet it would be a gloomy view to hold that nothing really constructive can happen until Ivan Ivanovich comes to enjoy the benefits of British parliamentarism, preferably under Tory leadership.

# **Lettres d'Angleterre**

de C. Michael - Titus

## *Une décision qui n'est historique que pour M. Wilson*

La question qui paraît intéresser le plus l'homme dans la rue en Angleterre c'est de savoir si les Six accepteront l'application du principe de libre circulation de la main d'œuvre aux ressortissants du Commonwealth britannique, le cas où la Grande-Bretagne arrivera à faire partie du Marché Commun. Cette curiosité n'a aucun caractère politique ou humanitaire, mais traduit tout simplement l'esprit sportif des habitants de ces îles.

En effet, la décision de M. Wilson de faire une demande d'admission dans le Marché Commun, a laissé indifférent le public britannique. Personne ne croit plus en ce que le gouvernement travailliste affirme ou promet. Les gens sont même habitués à voir M. Wilson agir toujours dans le sens contraire à ses déclarations et par conséquent, sa demande d'admission dans le Marché Commun, car c'est « sa demande » et nullement celle du peuple britannique, est prise comme une nouvelle preuve de haine contre l'Europe, haine traditionnelle des Travaillistes contre tout ce qui n'est pas dans la ligne du puritanisme et du gauchisme de l'autre siècle. Les propos désobligeants à l'adresse de la France et de son Président, sont d'ailleurs là pour rappeler aux public que rien n'est changé, et que les Travaillistes ne comptent nullement se mettre un jour à la même table avec les Français. Le caractère historique de sa décision, reste donc un caractère strictement personnel que M. Wilson prête à sa manœuvre politique. Cette demande d'admission pourrait lui assurer la victoire électorale dans la confrontation qu'il décidera sans doute, aussitôt qu'il y aurait le moindre signe d'accueil favorable à sa demande. En plus, en vertu de leur politique européenne, les Conservateurs sont pris au piège et se voient maintenant annexés à la mascarade travailliste en Europe. Pour ce qui est de la politique intérieure, la décision de M. Wilson est historique, mais le public ne s'en préoccupe point. Le public plaisante, se moque et si le sujet est abordé dans un groupe quelconque, c'est pour s'a-

muser à l'idée de voir les Européens en train d'avaler le million en progrès d'émigrés en Grande-Bretagne, sur la base du principe de libre circulation de la main d'œuvre. C'est presque avec cynisme que les Anglais donnent libre cours à leur imagination dans ce domaine. On espère même que les Européens voudront bien « se charger de ce genre de britanniques ».

Selon la loi du pays, tout ressortissant du Commonwealth acquiert la citoyenneté britannique après un an de séjour en Grande-Bretagne. Le fait qu'il y a des millions de candidats dans les anciennes colonies, leur éventuel passage par la Grande-Bretagne en route vers les centres surpeuplés de la communauté des Six fait l'objet de la spéculation badine des anglais à l'heure actuelle. Peut-être que les Six ont déjà pensé à ce problème d'une façon moins badine, mais les Britanniques, eux, s'amusent bien à l'idée de voir les Six emprunter un peu de soucis à la Grande-Bretagne.

## *Et l'opposition bat son plein*

Le quotidien « Daily Express » et l'hebdomadaire « Sunday Express » qui animent la campagne anti-européenne en Angleterre, sont en train d'agiter l'opinion publique en faveur d'un référendum sur la question de l'entrée dans le Marché Commun. Inutile d'ajouter que le gouvernement travailliste n'osera jamais envisager une pareille consultation populaire pour la bonne raison qu'il sait d'avance que le résultat serait NON, un non écrasant. D'un référendum, le gouvernement recoterait ce que le parti travailliste a semé pendant des années d'opposition: la haine de l'Europe au nom de laquelle le gouvernement de M. Wilson est venu au pouvoir lors des élections de 1964.

A l'heure de leur demande d'entrée dans le Marché Commun, les Travaillistes préfèrent la duplicité: en faisant la demande ils se donnent un capital politique sur lequel ils comptent tenir le pouvoir encore longtemps, surtout que les Conservateurs se trouvent maintenant remorqués au gouvernement de M. Wilson et que le peuple n'a prati-

quement pas de parti qui puisse exprimer son hostilité à l'égard de l'Europe, hostilité inculquée par les Travaillistes et par une bonne partie des Conservateurs pendant les années récentes. Les Travaillistes veilleront à ce que les négociations échouent en stipulant des conditions absurdes que les Six ne pourront même envisager. C'est alors que M. Wilson apparaîtra de nouveau devant la nation pour lui montrer que l'échec incombe aux Six et particulièrement à la France et à son Président.

Pendant qu'ils seront en train de tracas-ser les Six avec la sauvegarde des intérêts des Sept, avec les clauses concernant le Commonwealth et avec la liaison spéciale avec les Etats-Unis, les Travaillistes feront de leur mieux pour trouver un arrangement alternatif ailleurs. On parle déjà d'un Marché Commun entre les pays de langue anglaise, principalement les Etats-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne et la Nouvelle Zélande. Comme les Etats-Unis contrôlent la majorité de l'industrie canadienne et une bonne partie de l'industrie britannique, sans savoir la situation exacte de la Nouvelle-Zélande, on peut déjà deviner ce que ce Marché serait au fond: un Commonwealth américain.

## *Le gouvernement en train de saboter l'entrée dans le Marché Commun*

Chaque jour, la presse gouvernementale aussi bien que le gouvernement lui-même accumulent les arguments contre l'entrée dans le Marché Commun. Dans le rapport du Ministère de l'Agriculture, le public britannique apprend par exemple que l'augmentation totale des prix des produits alimentaires sera de 800 millions livres et que le revenu des fermiers sera réduit d'environ 60%. Le même rapport apprend aux contribuables qu'ils auront à subventionner la production et l'exportation des pays continentaux et les conclusions qui s'imposent en lisant ce rapport sont que les contribuables, les fermiers les ménagères sont ceux qui perdront et seront appauvris par l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun.

Telle est l'atmosphère que le gouvernement et la presse sont en train de créer autour des négociations avec les Six. Pour un gouvernement qui a demandé d'être admis dans le Marché Commun et qui veut convaincre le monde de son européisme, cette

méthode semble plutôt étrange. Récemment, le « Daily Express » commentait cette méthode:

*« Voici le gouvernement qui demande à joindre l'Europe tout en exposant en détail sa folie ».*

Le public britannique, plus sage que M. Wilson et plus perspicace que le Daily Express sait que ni la nation ni M. Wilson ne sont nullement psychologiquement préparés à entrer dans la communauté européenne. Ce public sait aussi que maintenant que M. Wilson a fait sa demande « historique » et qu'il a réussi à remorquer les Conservateurs à sa mascarade européenne, il est soucieux de faire tout ce qu'il peut pour échouer et retrouver son ancien statut de Premier-Ministre anti-européen et son traditionnel ennemi: la France — car tout le monde sait d'avance que ce sera de la faute aux Français.

## *Le vrai visage de la non-prolifération*

Enfin, on y est. On arrive à comprendre mieux, même à Londres. M. George Ball, ancien Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères des Etats-Unis, a parlé au mois de mai, un peu trop tôt et un peu trop. Il a demandé à la Grande-Bretagne à renoncer à ses armes nucléaires et à s'en remettre pour sa défense aux Etats-Unis qui seraient d'ailleurs prêts à racheter les quelques sous-marins atomiques des Anglais. Pour M. Ball, ceci serait le seul moyen de garantir la paix. Il est évident que M. Ball a oublié pour l'instant la France, mais que dans sa conception il incomberait à la France d'en faire autant avec sa force de frappe. Les maîtres généreux d'outre Atlantique seront là pour protéger tout le monde, même si à la rigueur, ils devraient s'entendre avec les Russes.

Il est évident que la pensée de M. Ball, tout en n'étant pas celle officiellement avouée par les Etats-Unis, est le fruit d'une mentalité et d'une conception politique qui prédomine dans les milieux dirigeants américains. M. Ball restera pour longtemps dominé par cette conception en raison de ses fonctions passées qui lui ont permis de la servir et de l'influencer. Sa seule faute du point de vue américain est d'avoir parlé trop tôt en dévoilant sans le vouloir, le vrai visage de la doctrine de non-prolifération nucléaire, et pour cela on devrait lui savoir gré.

# Un grand Européen égaré

On sait que M. Paul-Henri Spaak n'a pas cru bon de se rendre à Rome où M. Fanfani avait convié tous les « pères » de l'Europe à l'occasion du Xe anniversaire des Traités de Rome. M. Spaak a tenu à expliquer son abstention par l'intermédiaire des grands quotidiens de divers Pays. Voici un commentaire de ce qu'il a déclaré notamment à ce propos dans le grand hebdomadaire britannique «Spectator».

M. Paul-Henri Spaak l'éminent Européen et socialiste belge, se confesse dans l'hebdomadaire britannique « Spectator » du 28 avril. Sa confession est celle d'un homme vaincu, d'un Européen qui ne croit plus à la réalisation de son idéal et qui, pour sauver les débris de ce que fut une fois son rêve européen, renonce à toute grandeur et convie les Britanniques à entrer dans le Marché Commun pour défendre les intérêts d'une Europe forcée d'accepter le traité de non-prolifération, convaincue de son utilité, mais consciente d'en être la victime de demain.

**« L'Europe que nous avons voulue, écrit M. Spaak, l'Europe dont nous voulions restaurer la position mondiale, l'Europe que nous espérons faire l'égale des Etats-Unis et de l'Union Soviétique, n'est plus réalisable. Elle est morte pour toujours ».**

Selon M. Spaak, l'idée européenne n'a pas réussi à surmonter ses propres faiblesses et l'Europe est restée par conséquent prise entre les deux géants avec ses « vices » et son « déclin » qui sont la punition d'une folie des deux guerres.

L'enthousiasme des Européens de la première heure, ceux qui rêvaient de faire une Europe puissante sur le plan économique aussi bien que militaire, fut aux yeux de l'éminent Européen une illusion :

**« Mon enthousiasme d'autrefois, confesse-t-il, je me rends compte maintenant, était illusion ».**

Le spectacle d'un Monsieur Spaak vaincu et déçu, et qui se contenterait maintenant d'une Europe seulement « intellectuelle », est bien triste et constitue un avertissement sévère aux Européens responsables. C'est à eux de comprendre le message du grand Européen que fut M. Spaak et de savoir distinguer entre la justesse de son pessimisme et

la nature dérisoire de l'Europe dont il rêve aujourd'hui. Une Europe qui resterait « un centre intellectuel » comme M. Spaak écrit, qui laisserait aux Etats-Unis et à la Russie le privilège de la force militaire et économique, ne serait pas une Europe, mais dans le meilleur des cas, un cimetière vénérable, un musée de gloire impuissante du genre humain. Pour que ce « centre intellectuel » de M. Spaak puisse exister et être reconnu comme tel, il aurait aussi besoin de rester libre et indépendant. Comment le resterait-il doté d'une puissance économique et militaire amoindrie et placé entre deux géants qui, justement, auraient ce que l'Europe de M. Spaak paraît ne pouvoir jamais obtenir? Mystère!

C'est un des mystères qui caractérisent les rêves des socialistes de partout, toujours aux prises avec la défaite et le défaitisme qu'ils ont hérités du congrès de la deuxième internationale d'il y a un peu plus de soixante ans.

Pour les Européistes de nos jours, l'Europe dont M. Spaak a rêvé au commencement et qui selon lui est aujourd'hui morte à jamais, est encore possible. Elle se trouve dans le potentiel industriel, économique et militaire des patries unies, à condition que cette unité ne cherche pas la dilution sentimentale dans un superétat international, mais continue, au contraire, à cimenter l'unité des Six, jusqu'à ce qu'elle devienne le noyau indestructible de l'Europe de demain. A tout moment et à toute étape, l'Europe a besoin de regarder en avant, vers le lendemain, car c'est dans le lendemain européen que réside la garantie de la force de l'Europe d'aujourd'hui. Nous croyons fermement qu'à l'heure actuelle cette Europe « morte » de M. Spaak est déjà une force dont ni les Etats-Unis ni l'Union Soviétique ne sauraient faire fi. Sa force présente pourrait être de loin inférieure à celle de chacun des deux géants, mais telle qu'elle est, elle montre qu'elle a un lendemain, un lendemain convoité par l'Angleterre, nullement dédaigné par les Etats-Unis et presque courtisé par la Russie. C'est de ce lendemain que les forces en présence aujourd'hui tiennent compte et qu'il nous soit permis de répéter ici un enseignement élémentaire d'histoire: la guerre, la paix, les traités diplomatiques aussi bien que les plans économiques se font toujours pour l'avenir.

Le lendemain des Etats-Unis est encore hypothéqué par le problème racial et par le tragique effort de l'Américain moyen de trouver en lui-même la nation et le pays de

Denis de Rougemont

# Vingt langues, une littérature

Nous empruntons à l'intéressante brochure publiée en mai 1967 par le Centre Européen de la Culture de Genève, sous le titre **CIVISME ET CULTURE**, cet article du grand philosophe européen Denis de Rougemont.

## 1. MISE EN GARDE PREALABLE

Nous ne pensons pas que l'enseignement des langues et des littératures étrangères doive se proposer « d'inspirer à l'élève le respect des peuples étrangers » comme le dit une directive pédagogique d'un de nos pays. Il ne s'agit pas d'utiliser l'enseignement au profit d'une bonne cause, fût-elle européenne, mais de le rendre conforme à son objet: or il se trouve que cet objet est un phénomène: 1° européen et non pas national, 2° littéraire et non pas politique.

Ce qu'il s'agit ici d'inspirer à l'élève, c'est le respect des *auteurs*, s'ils le méritent, et non des peuples. Un peuple n'écrit rien, ne produit pas de littérature. Il arrive au contraire qu'une nation, au sens moderne, soit en partie le produit de certains auteurs et des propagandes qui s'en sont inspirées. De même, ce n'est pas le génie de la France du Grand Siècle qui a fait Racine, c'est à cause de Racine qu'on parle du Grand Siècle, pour désigner une période des plus sombres de l'histoire, en France.

Il ne s'agit pas non plus de « dégager les apports des différents pays », comme le dit un Guide de l'Enseignant publié en 1958 par notre C.E.C. Cela ne correspondrait ni à la réalité historique (aucun pays, comme tel, ne s'est jamais préoccupé de faire un « apport » littéraire à l'on ne sait quel *pool* idéal) ni à la réalité de la création littéraire, qui est toujours le fait d'un individu (celui-ci certe utilise des instruments collectifs, transpersonnels: langue, traditions, croyances du milieu, etc., mais ils sont là pour tous, et lui seul en tire cette oeuvre qui

(suite de la page 13)

## Un grand Européen égaré

cette nouvelle terre et civilisation; le lendemain de l'Union Soviétique est lui aussi hypothéqué par l'évolution inévitable du communisme au sein d'un régime déjà révolu sur le plan philosophique, cependant que le lendemain de l'Europe reste le seul certain et solidement assis dans la routine sociale du processus de régénération bourgeoise que nous vivons depuis le temps des classes moyennes romaines jusqu'à l'association du travail avec le capital, jusqu'à l'Europe des patries et jusqu'au capitalisme social de nos jours.

Le « *centre intellectuel* » de M. Spaak existe déjà et dans la réforme universitaire de France, l'Europe reconnaîtra un jour la réponse la plus courageuse aux problèmes qui se posent quant à la modernisation d'un système destiné à assurer les cadres nécessaires à la vie d'un géant européen: le processus de formation d'élites à tous les niveaux est confirmé, rajeuni et fertilisé par

le caractère social et individualiste à la fois de cette réforme. Les fruits de cette réforme seront des élites dont la source aura été trouvée dans la décision personnelle et dans la capacité intrinsèque de l'individu, libre de toute entrave sociale ou matérielle.

Mais ce centre intellectuel du monde, sans être l'oeuvre d'une Europe fidèle à son lendemain promis par la tradition qui remonte à son histoire politique et sociale bourgeoise de l'antiquité, ne tarderait pas à devenir une succursale américaine ou russe, nantie des problèmes empruntés aux maîtres et secouée par les spasmes douloureux des lendemains incertains de ces géants.

Impressionnés par l'éminence de M. Spaak, les Européistes de l'heure actuelle ne peuvent pas se résigner au rôle de répéteur de langues mortes pour les jeunes maîtres de la technologie et de la machine militaire de l'ouest ou de l'est. Ils croient fermement que dans un « *centre intellectuel* » dont la liberté serait bien garantie se trouve justement la meilleure place pour le laboratoire, pour l'usine gigantesque et pour le champ de manoeuvres militaires aussi.

S. Racovitz

nous intéresse, non telle autre, née au même moment, dans le même milieu).

Si je m'élève contre ces expressions («respect des peuples», «apports des pays», c'est qu'elles traduisent l'*obsession nationale* dont l'enseignement littéraire devrait se guérir s'il veut se conformer à la vérité et à la réalité des son objet. Quand il faut caractériser en peu de mots une oeuvre, une vie, ces réflexes ou tics de langage font préférer régulièrement l'appartenance nationale à toute autre qualification (religieuse, idéologique, professionnelle, régionale, etc.). On dit: le Suisse Max Frisch, l'Anglais Hilare Belloc, l'Anglais J. F. Powys, l'Allemand Hölderlin, l'Allemand B. Brecht, l'Espagnol Unamuno, quand on ferait aussi bien ou beaucoup mieux de dire: l'architecte zurichois Max Frisch, le catholique Belloc, le Gallois non-conformiste Powys, le Souabe Hölderlin, l'anarchiste communiste Brecht, et seulement, par exception, parce que c'est pour une fois décisif, l'Espagnol Unamuno! Dans tous ces cas, ce n'est pas le passeport qui caractérise l'écrivain, mais la région où s'est formée sa sensibilité, la religion qu'il suit ou qu'il a rejetée, ou ses prises de parti idéologiques et politiques, ou encore sa formation professionnelle, etc.

Que ceci soit donc bien nettement souligné: notre Campagne ne veut à aucun prix faire de l'enseignement un moyen de propagande pour l'union politique de l'Europe: ce serait contraire à notre idée de l'Europe autant qu'à notre idée de l'enseignement. Mais elle se fonde sur l'idée que l'enseignement de l'histoire, de la géographie, ou de la littérature, ne trouve d'adéquation à son objet que dans le cadre européen.

## 2. THESE PROPOSEE

L'Europe est une unité de culture, qui s'est constituée par la confluence de plusieurs courants civilisateurs (Proche Orient, Grèce, Christianisme, Celtes, Germains, puis Arabes et Slaves) et qui s'est, au cours des âges, à la fois intégrée et diversifiée.

La «littérature européenne» ne résulte pas de l'addition de littératures nationales qu'ils s'agirait aujourd'hui, de rapprocher et de comparer, voire d'unifier (*horrible dictu!*), mais c'est l'inverse qui est vrai: nos littératures «nationales» résultent d'une différenciation (souvent tardive) du fond commun de la littérature européenne.

Dans ce domaine en tout cas, nous n'avons pas à revendiquer une union à venir (certes souhaitée), mais à constater, faire voir, expliquer, une unité de base qui est notre passé, lequel conditionne et permet notre avenir commun.

## 3. ELEMENTS DE NOTRE UNITE

Les agents formateurs et spécifiants de l'«unité intelligible» (Toynbee) qu'est la littérature européenne, sont faciles à énumérer. Nous les mentionnerons tout à l'heure, mais avant cela, rappelons un grand fait de base qu'on ne voit plus parce que trop évident: l'Europe seule a conçu, et possédée dès l'aube grecque, une *littérature*, au sens actuel du mot, profane, diversifiée, englobant tragédie, comédie, histoire, épopée, poésie, discours, dialogue, essai, conte et roman. Au contraire, du troisième millénaire avant notre ère jusqu'à la domination anglaise, tout ce qui s'écrit en Inde est poésie ou prose sacrée, religieuse, rituelle, symbolique: les Védas et leurs Upanishads, le Mahabarata, les Sastras, Vedangas, Sutras, textes sacrés et commentaires — et si celui qui les lit à haute voix met l'accent sur la mauvaise syllabe, il s'endort pour l'éternité... Les écrits hindous (ou aztèques, incas, mandarins, aujourd'hui maoïstes) sont lus avec vénération, c'est-à-dire sans esprit critique: ceci les distingue absolument des écrits européens. Les Orientaux disent: comment interpréter la vérité de ce texte? Nous disons: est-ce que c'est vrai? est-ce que cela m'intéresse? m'amuse? (aujourd'hui: est-ce que cela a du succès? est-ce qu'on en a parlé à la TV?).

Le concept-même de littérature est donc spécifiquement européen.

Quant aux éléments communs, relevons:

### a) Les Civilisations que nous continuons.

— Egypte, Mésopotamie, Crète, Grèce, Rome, Jérusalem, Christianisme, Celtes, Germains, Arabes, Slaves: nous avons tous subi ces influences, tout ce passé reste présent et agit dans nos écrits:

«La littérature européenne est co-extensive dans le temps, avec la culture européenne. Elle embrasse donc une période de vingt-six siècles (d'Homère à Goethe)... Elle constitue une «unité intelligible», qui s'évanouit dès qu'on la morcelle (...). Le «présent intemporel» qui est une caractéristique essentielle de la littérature, signifie que la littérature du passé peut toujours être active dans celle du présent. Ainsi Homère dans Virgile, Virgile en Dante, Plutarque et Sénèque dans Shakespeare, Shakespeare dans le «Götz de Berlichingen» de Goethe. Ou, de nos jours, les Mille et Une Nuits et Calderon dans Hofmannsthal, l'«Odysée» dans Joyce; Eschyle, Pétrone, Dante, Tristan Corbière, le mysticisme espagnol dans T. S. Eliot. Inépuisable est la richesse des interrelations possibles»<sup>1</sup>

b) *Les Formes, Procédés rhétoriques, Structures.* — Là, tout est commun: l'épopée, le roman d'aventures, puis d'amour; la ballade, le sonnet, le dixain, les rimes, les pieds, les rythmes; les genres (tragédie, comédie, essai, ode, discours, traité, épître, etc.) et enfin toutes les figures de la rhétorique. (De même qu'en peinture, le tableau, le portrait, l'exposition, le musée; ou en musique l'harmonie et le contrepoint, les tons, les genres, l'orchestre, le concert, etc.), sont des créations typiques des Européens).

Cette similitude des procédés, genres et structures de l'œuvre, que nous ne voyons plus parce que trop évidente, est décisive: elle atteste la spécificité et l'unité fondamentale de s'activités littéraires en Europe.

c) *Les Thèmes.* — Ceux hérités de l'Antiquité, tels que le défi au destin ou l'acceptation des décrets des dieux, le civisme ou la révolte, la mesure ou la démesure dans l'action d'un chef, d'un héros, d'un individu, le débat sur la responsabilité de l'homme qui a contrevenu aux lois, etc. Ceux hérités du christianisme, tels que le salut par la grâce ou par les œuvres, le péché, la vocation personnelle, le sacrifice par amour, etc. Ceux qui viennent d'autres sources: l'honneur, la passion amoureuse, la légende de Tristan, modèle de tous les romans au vrai sens du terme, puis la légende de Don Juan, qui en est le négatif. Les thèmes sociaux, politiques, économiques, qu'on retrouve dans nos littératures dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle; enfin les thèmes psychologiques (personnalité double, intermittences du cœur, érotisme, dissolution de la personne) au XX<sup>e</sup> siècle.

d) *Les Ecoles.* — Le terme de nation (*natio*) désignait pendant la Renaissance l'école, l'atelier, le groupe *local* dont faisait partie un artiste dans telle ville d'art, non pas l'Etat où il était né ni le pays où était située cette ville. En revanche, les styles étaient *continentaux*, et sont devenus mondiaux au XX<sup>e</sup> siècle: roman, gothique, classique, baroque, romantisme, réalisme, impressionnisme, cubisme, surréalisme, abstraction, etc. — et les correspondances de ces styles et mouvements dans tous les arts: peinture, sculpture, architecture, musique.

Là encore, l'unité nationale joue un rôle faible ou nul avant le XIX<sup>e</sup> siècle, et n'existe plus au XX<sup>e</sup> siècle: l'Ecole de Paris, en peinture, n'est pas « française », et le style dodécaphonique ou sériel n'est pas plus « autrichien » que le ballet russe ne fut « russe », ou le dadaïsme « suisse ».

#### 4. MAIS LA DIVERSITE' DES LANGUES?

C'est cela qui obnubile l'enseignement et la critique, depuis l'avènement presque si-

multané du romantisme, du nationalisme, et de l'instruction publique.

Il importe de situer ce phénomène dans une perspective mondiale qui le ramène à ses justes proportions.

a) Nos langues littéraires, en Europe, sont étroitement apparentées (à la seule exception du groupe finno-ougrien) par leurs racines indo-européennes, grecques, latines, et par leurs emprunts mutuels dans l'ère moderne. Ce n'est pas le cas pour l'Inde, encore moins pour la Chine, dont souvent les « grandes langues » (quatorze en Inde) sont radicalement différentes les unes des autres, je veux dire: sans racines ou « antiquités » communes. Trois Indiens dont l'un parle urdu, l'autre canada, un troisième tamil, ne peuvent s'entendre qu'en anglais et Nehru leur parlait en anglais. Les Chinois recourent à l'échange muet d'idéogrammes.

D'où la possibilité (fréquemment réalisée) du passage d'une langue à une autre par des écrivains de grand talent: Wladimir Weidlé (dans « *Arti e Lettere in Europa* », Milan 1966) y voit avec raison une preuve de plus de l'existence d'une littérature européenne, d'une unité européenne de culture.

b) La différenciation de nos littératures par leur langue est relativement récente. Le français devient langue officielle dans le royaume des Capétiens en 1539 seulement, par l'édit de Villers-Cotterets, et Luther crée l'allemand littéraire à la même époque. Le norvégien, l'irlandais, le turc d'aujourd'hui, sont des produits du XX<sup>e</sup> siècle. Renan a fait justice de la confusion entre langue et nation. On parle encore sept langues en France, et le français est langue maternelle de communautés appartenant à cinq nations différentes.

Avant cette différenciation, il y avait déjà la littérature, et les éléments communs énumérés plus haut suffisent à constituer son unité, tant structurelle que spirituelle, au-delà des diversités linguistiques.

c) Les styles et les écoles sont des facteurs de ressemblance ou de dissemblance entre auteurs non moins importants que les langues par ces mêmes auteurs utilisées, altérées ou renouvelées.

Quelles que soient les différences entre les romantiques allemands, français, anglais, ils se ressemblent davantage entre eux que chacun d'eux aux auteurs classiques (ou aux auteurs surréalistes) de sa propre langue.

e) C'est dans l'usage le plus rigoureux et spécifique d'une langue, celui qu'en fait un vrai poète, qu'apparaît dans toute sa fécondité la communauté littéraire de l'Europe: T. S. Eliot l'a démontré dans ses « *Notes towards the Definition of Culture* ». L'anglais, selon lui, est la langue la plus riche pour un poète, parce qu'elle combine la plus gran-

A travers l'Europe et le monde

# minimum

## Conférence européenne des Ministres des Transports

Le Conseil des ministres de la Conférence européenne des ministres des Transports a tenu, du 12 au 15 juin à Hambourg, sa 15<sup>e</sup> session de printemps. Fondée en 1953, cette organisation, dont le siège est à Bruxelles, réunit 18 Etats membres. Sa présidence est assurée actuellement par M. George Leber, ministre fédéral des Transports.

## Délégation économique roumaine en Allemagne

M. Alexandrou Albescou ad joint au ministre roumain du Commerce extérieur, a présidé une délégation économique roumaine qui a séjourné en Allemagne. Pendant leur voyage de deux semai-

nes, du 29 mai au 16 juin, les experts se sont efforcés d'étudier les problèmes relatifs au développement des exportations de produits roumains sur le marché allemand. Ils ont visité plusieurs grandes villes et pris contact avec de grandes entreprises allemandes.

## L'Ecole Européenne de Karlsruhe

L'Ecole européenne de Karlsruhe va être dotée d'un nouveau bâtiment. La première pierre de l'édifice a été posée en juin.

L'Institut européen de Sarrebruck commencera le 16 octobre ses cours sur les relations européennes et les communautés et organisations européennes. Les inscriptions sont acceptées jusqu'au 1er septembre.

## Eurisotop

Le bureau Eurisotop de l'Euratom a tenu du 3 au 5 juillet à Baden-Baden une session qui avait pour thème: « Les applications des méthodes électro-chimiques et des techniques de radiation dans l'industrie textile ».

## Un nouveau Centre d'Education politique

A Gummersbach (Rhénanie-Westphalie) a été dernièrement inaugurée l'Académie Theodor-Heuss, émanation de la Fondation Friedrich-Naumann et nouveau centre d'éducation politique. On souligne que cette académie doit devenir un « foyer de l'esprit libéral » et non pas l'instrument d'une politique de parti. Il est destiné à accueillir tous ceux « qui adhèrent au libéralisme moderne ». Cette année, la Fondation Friedrich-Nau-

(suite de la page 16)

## Vingt langues, une littérature

de diversité de sources et d'influences européennes: la germanique, la danoise, la normande, la française, la celtique.

« Cette unité culturelle, contrairement à l'unité qu'institue une organisation politique, ne nous oblige nullement à ne plus avoir qu'une seule allégeance commune; elle signifie bien au contraire une pluralité des allégeances. Il est faux de penser que le seul devoir de l'individu serait son devoir envers l'Etat; et il est exorbitant de considérer comme le devoir suprême de l'individu celui qui le lierait à quelque Super-Etat ».

## 5. FÉDÉRER N'EST PAS MÉLANGER

Aux nationalistes maussades ou agressifs, conservateurs frileux et puristes méfiants de

toutes nos langues (mais surtout de la française) qui prétendent redouter que l'Europe unie de demain soit un affreux méli-mélo où l'on ne parle plus que l'esperanto ou le « volapuk » des utopistes détestés, je propose de répondre simplement ceci: — les fédéralistes européens ne demandent pas d'autre union que celle que permet l'unité existante de notre culture. Unité dans la diversité, communauté de base qui donne sens et relief aux inventions, innovations, révolutions fomentées par un groupe, une école, un « génie ».

Les fédéralistes européens s'engagent à ne jamais faire aux nations du continent ce que les unitaires et centralisateurs qui les combattent au nom de l'indépendance, de la liberté et de la diversité des traditions, ont fait eux-mêmes aux régions de leur propre nation: les effacer de force, en fait et en droit. Il n'y aura jamais d'Edit de Villers-Cotterêts dans une Europe fédérée.

mann veut étaler le programme annuel de son nouveau centre sur 30 semaines.

L'année écoulée, neuf séminaires d'une semaine et le même nombre de séminaires de week-ends comprenant respectivement 30 et 70 participants, avaient été organisés. Furent abordées aussi toutes les questions qui, de près ou de loin, touchent à la politique économique, sociale et mondiale, ainsi que leur contexte intellectuel. En ce qui concerne l'étranger, on avait mis l'accent sur l'action éducative dans les pays en voie de développement et principalement la nécessité de perfectionner d'importants groupes d'encadrement en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie. A Tunis, l'Institut Ali Bach-Hamba travaille au service de la Fondation. Son champ d'action englobe l'Algérie, le Maroc, la Libye et l'Afrique noire francophone. Un centre social doit aussi être fondé en Tunisie et au Chili, et un institut de perfectionnement pour moniteurs de jeunes doit être ouvert en Afrique orientale. En Colombie et au Kenya, des séminaires pour moniteurs de jeunes et chefs de groupes d'étudiants existent déjà.

Dans la nouvelle académie, qui ne comporte pas seulement des salles de cours et de conférences, une bibliothèque et une salle d'archives, mais aussi des salles-à-manger et des chambres, peuvent aussi être hébergés des bourgeois de pays en voie de développement, qui se consacrent à la recherche.

Le président Luebke a souligné, dans son discours d'inauguration, que cette académie se devait de conserver l'héritage spirituel de Theodor Heuss, premier président de la République fédérale, et d'éveiller, chez les jeunes gens, le sens des responsabilités à l'égard de la démocratie, celle-ci ne pouvant subsister que par l'engagement des citoyens vis-à-vis de l'Etat.

---

### La construction de l'Eurobus

La construction de l'Eurobus est en bonne voie. La participation de l'industrie aéronautique allemande à ce projet ayant été approuvée par le Conseil des ministres les pourparlers à ce sujet entre les gouvernements allemand, britannique et français reprendront prochainement à Paris.

---

### La « Société Financière Européenne »

Cinq banques européennes, la Dresdner Bank AG, la Algemeene Bank Nederland N.V., la Banca Nazionale del Lavoro, la Banque nationale de Paris, la Barclays Bank Ltd. et une banque américaine, la Bank of America, ont créé la « Société Financière Européenne » qui aura un siège à Paris et à Luxembourg. La nouvelle société, au capital initial de 37,8 millions de francs, est destinée à soutenir les firmes européennes dans les processus de restructuration imposée par l'évolution constante des marchés.

---

### La signature des didacteurs

La signature des didacteurs est toujours la même: elle marque leurs paroles d'un inégalable cachet de forfanterie. Quoi que l'on pense, à propos de la crise du Moyen Orient et de la poudrière (atomique) sur laquelle elle a posé le monde, il ne faut pas oublier que Nasser s'est exprimé le 26 mai, dans un message radio au peuple égyptien, en ces termes « Notre objectif est la destruction d'Israël... Nous savons que la fermeture du golfe d'Akaba pouvait signifier la guer-

re avec Israël ... Nous n'accepterons jamais la coexistence avec Israël, parce que l'existence même de cet Etat est une agression ... Nous sommes prêt à affronter jusqu'aux Etats Unis... ».

Ces quelques mots pourraient se passer de commentaire si la politique se faisait avec des discours.

---

### La politique de provocation dictatoriale

Naturellement, dans aucun des discours tenus en Israël on ne peut relever des propos analogues. Après la clôture du golfe d'Akaba (qui voulait dire, pratiquement le blocus de 50% des ravitaillements israéliens), le provocateur était nettement identifiable.

Mais derrière le ridicule échec des rodomontades du dictateur moustachu, derrière l'Egypte battue sans bataille, la grande vaincue, la Russie, essaie péniblement d'absorber sa défaite. Elle qui se croyait déjà la maîtresse de la Méditerranée et de l'Afrique, vient de recevoir pour la première fois depuis 25 ans, un « coup dur » dans le domaine militaire et diplomatique.

Une poignée d'hommes intelligents et décidés ont montré que la volonté de vie d'un peuple civilisé peut briser les chaînes de la tyrannie russo-comuniste.

---

### Le procès de l'ONU

En discutant d'« agression » et d'« agresseur », en formulant des jugements de condamnation, l'Assemblée de l'ONU rappelle un peu les Byzantins qui discutaient du sexe des anges pendant que les turcs abattaient les murs de Constantinople. Mais cette fois les « agresseurs » ont

rendu grand service à l'Europe en lui sauvegardant la route du pétrole et une vie économique qui ne peut dépendre des crises d'exaltation d'un dictateur de carton-pâte. Toutefois, la politique étant un jeu de dupes, la grande assemblée n'a pas manqué de brouiller davantage encore des cartes où les plus forts joueurs avaient grand peine à reconnaître les atouts. Chacun, dans cette partie mondiale, a tenu le rôle conforme à ses talents: les U.S.A. ont cherché à sauver leur dignité anglo-saxonne, en ne cédant sur aucun point (lire: Vitenam), les Russes ont dissimulé leur humiliation sous une série de visites habilement assaisonnées de sourires slaves, l'Angleterre a gardé une réserve flegmatique, la France a fait appel à la plus... subtile logique.

Logique française

Quand elle a admis que la puissance qui tend à l'hégémonie matérielle ou militaire sans l'appui d'un fort rayonnement spirituel (comme ce fut le cas de la Grèce ou de Rome dans l'Antiquité, et de la France après la Révolution), est celle qu'il faut craindre, la logique française conclut par la bouche du général de Gaulle «...il y a quinze ans la Russie était la puissance menaçante avec ses 120 divisions le long du rideau de fer; aujourd'hui le danger hégémonique est de l'autre côté de l'Atlantique..»

Les « légers va-t-en guerre »...

C'est le nom donné par le général aux partisans d'une intervention française en faveur d'Israël. Pour justifier à leurs yeux sa prudence, le général a fait de nouveau appel à la logique (française) et formulé au Conseil des mi-

nistres du 21 juin dernier cette déclaration historique: «L' esprit et le fait de la guerre s'étendent de nouveau sur le monde. Un conflit contribue à en susciter un autre.

«La guerre déclenchée au Vietnam par l'intervention américaine, la destruction de vies et de biens qu'elle entraîne, la stérilité fondamentale qui en est la marque, si puissants que soient les moyens, et si terribles qu'en soient les effets, ne peuvent manquer de répandre le trouble, non seulement sur place mais au loin.

«De là, l' attitude de la Chine et la hâte de ses armements. De là, d'autre part, le processus psychologique et politique qui a abouti à la lutte au Moyen Orient.

«La France a pris position contre la guerre au Vietnam et contre l'intervention étrangère qui en est la cause. Elle soutient, depuis l'origine, que ce conflit ne pourrait cesser que par l'engagement que prendrait l'Amérique de retirer ses forces dans un délai déterminé.

«La France a pris position contre la guerre en Orient. Certes, elle tient pour juste que chaque Etat en cause — notamment celui d'Israël — puisse vivre. Elle blâme donc la menace de la détruire qu'avaient agitée ses voisins, et elle réservait sa position quant à l'hypothèque établie à l'encontre de cet

*Etat au sujet de la navigation dans le golfe d'Akaba. Mais elle condamne l'ouverture des hostilités par Israël.*

« Pour éviter qu'on en vienne aux mains... »

Et la déclaration continue: « Pour tenter d'éviter qu'on en vienne aux mains, le gouvernement français avait proposé que les autres grandes puissances concertent leur commune opposition à l'emploi des armes. *En même temps, il avait fait connaître à chacune des deux parties qu'il donnerait tort à celle qui ouvrirait le feu la première.* Aujourd'hui, elle ne tient pour acquis aucun des changements réalisés sur le terrain par l'action militaire. Mais dès lors que la guerre s'est étendue au Moyen Orient, la France considère qu'il n'y a aucune chance d'aboutir à un règlement pacifique dans l'actuelle situation mondiale, à moins que n'apparaisse un élément mondial nouveau. *Cet élément pourrait et devrait être la fin de la guerre au Vietnam, par le terme qui serait mis à l'intervention étrangère...* »

Malheureusement pour le général et peut-être pour le monde, M. Johnson et les « faucons » du Pentagone n'ont pas été formés à l'école de la logique française.

bulletin européen

Rédacteur politique : NORIA ROMAN - Rédacteur responsable : A. PELLEVENT GINI  
 Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME  
 Tél. 671.260

**ABONNEMENTS**

Italie . . . . Lires 2.000 | Etranger . . . . Dollars 3,—  
**ABONNEMENT D'HONNEUR 5000** | **ABONNEMENT D'HONNEUR 10,—**

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile Universitas Personarum Dragan - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/12/1951  
 STUDIO TIPOGRAFICO - P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

# bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E



## LES FEMMES QUI FONT L'EUROPE

Mme MARCELLE LAZARD, animatrice et «cheville ouvrière» de la Maison de l'Europe, à Paris.

ont collaboré...

Konrad ADENAUER, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIANDE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.